

# Yvan Craipeau :

## après la convention du PS

**A**insi, la convention nationale du parti socialiste a claqué la porte au nez de Robert Chapuis et d'Edmond Maire. La réponse est claire : ni le titre du P.S., ni ses structures, ni sa stratégie ne sont négociables. Autrement dit, tout ce qu'on veut bien discuter c'est le « projet de société ». Pour l'an 2000, comme disait naguère François Mitterrand. Le plus ardent partisan de ce projet futuriste c'est Guy Mollet. Il sait ce dont il parle. Les statuts de l'ancienne S.F.I.O. stipulaient que c'était un parti de classe œuvrant pour la révolution socialiste. Guy Mollet sait bien que ces formules ne gênaient en rien l'action concrète du parti, gouvernant avec les partis de droite, fusillant les mineurs et menant une guerre coloniale atroce. Un « programme maximum » satisfait à bon compte les travailleurs et les jeunes.

Donc, le parti socialiste restera ce qu'il est, axé sur les échéances électorales, dominé par les notables du Parlement, des conseils généraux et des municipalités. Là seule « concession » peut porter sur le développement des groupes socialistes d'entreprises, qui n'ont aucune autonomie politique et dont le rôle a toujours été, dans les partis réformistes, de transmettre aux syndicats la pression des notables.

Pour le reste, tout ce qui est en question, c'est la forme que revêtira l'intégration du P.S.U. et des syndicalistes au P.S. Nous apprenons par la presse que le P.S.U. renonce aux garanties d'une expression de tendance et que la date du congrès du P.S. sera avancée pour faire une petite place aux nouveaux dans la direction du parti.

Voilà ce qui subsiste du rêve que faisaient les syndicalistes signataires de l'appel pour un « Parti socialiste ouvrier de masse » qui adopterait une stratégie de pointe dans les luttes ouvrières et sociales. Le projet, avancé au nom du P.S.U., d'un « parti renouvelé » est à ranger

dès maintenant au musée des monstres morts-nés.

Mais personne ne doit nourrir des illusions rétrospectives. Même si le P.S. avait été plus compréhensif, s'il avait fait des concessions politiques et d'organisation, le « nouveau parti » aurait eu pour armature les notables sociaux-démocrates et pour orientation le réformisme.

La liquidation du P.S.U. supposait la liquidation de ses acquis politiques. Michel Rocard a du reste mis les points sur les i dans un éditorial de Tribune socialiste : « Comme l'a montré le Chili (!) l'ouverture de la marche vers le socialisme se fera par la voie légale, c'est-à-dire électorale, et le processus restera légal, quitte à transformer progressivement mais complètement le contenu de cette légalité, et sauf coup de force armée de la bourgeoisie (!) qui n'en a pas partout les moyens (!). »

Ainsi « la marche vers le socialisme » se fera dans le cadre des institutions bourgeoises, quitte à les transformer « progressivement ». C'est très exactement le contraire de ce qu'écrivit le Manifeste de Toulouse : « Il est impossible de briser le pouvoir économique de la bourgeoisie en utilisant les règles du jeu bourgeois qui ont pour but de le maintenir. Il est impossible de préparer la voie au socialisme en occupant l'appareil d'Etat bourgeois. Dans la lutte qu'ils mènent pour leur émancipation, les travailleurs devront briser cet appareil d'Etat. » (Chapitre 11).

La fin du Manifeste précise : « La conception de l'Etat et la façon de mener aujourd'hui le combat contre le capitalisme constituent donc les points de divergence fondamentaux d'une stratégie réformiste et d'une stratégie révolutionnaire. »

C'est sur ce point fondamental que Michel Rocard se déclare d'accord avec les réformistes. Et il a l'impudence de se

référer à l'exemple du Chili qui a justement confirmé dans le sang l'impossibilité du passage « légal » au socialisme. Mais en France, bien sûr, on peut compter sur la neutralité de l'armée : celle dont un putsch a mis De Gaulle au pouvoir en 1958 et qui, par le putsch de 1962, a failli le balayer pour imposer la continuation de la guerre d'Algérie.

Pour accéder à la direction du P.S., il faut donner des gages politiques et liquider le Manifeste de Toulouse. Or, ce Manifeste reste la loi de tous jusqu'au prochain congrès, seul habilité à le rendre caduc.

Selon la loi du P.S.U., sa direction (conseils nationaux, D.N.P., à plus forte raison bureau national) ne peut agir que dans le cadre des décisions du congrès. De quel droit le bureau national a-t-il pu entreprendre un projet d'unification avec les réformistes sans l'aval d'un congrès ? Pas une ligne des décisions de nos congrès ne l'y autorisait. Depuis le congrès de 1967, qui a refusé le rapprochement avec la F.G.D.S. le parti s'était prononcé sans équivoque. Aucun engagement de notre direction, en opposition avec nos congrès, n'a la moindre valeur.

Bien entendu, l'ensemble des militants ignore tout des pourparlers qui ont eu lieu, à plus forte raison des « contacts directs » dont parle Le Monde. Mais une chose est certaine. A la convention du P.S., qui a roulé entièrement sur l'adhésion du P.S.U. pas un seul des intervenants n'a mis en doute que le P.S.U. soit près à s'intégrer au P.S. Pas un seul notamment de ceux qui avaient longuement discuté avec les responsables du P.S.U.

Certains, du CERES, critiquaient les clairs-obscurs du rapport de Mauroy. Chez nous, au P.S.U., dans un parti qui se réclame de l'autogestion socialiste, il n'y a pas même de clair-obscur. C'est l'obscurité totale. C'est le rideau de fumée. Nous ne connaissons jamais les tractations dont notre parti était l'objet

A la convention socialiste, le seul problème concernait « la minorité du P.S.U. », dont certains craignaient qu'elle ne soit majoritaire et « garde la légitimité du P.S.U. ». Ces craintes sont fondées. Notre parti a commencé sérieusement depuis Toulouse à jouer son rôle d'intellectuel

collectif de l'avant-garde ouvrière. C'est la grande majorité du P.S.U. qui refusera de le voir brader à la social-démocratie.

La politique d'oscillation vers la social-démocratie l'a empêché de jouer son rôle au cours des derniers mois et a versé à torrent de l'eau au moulin réformiste. Comment le P.S.U. se serait-il développé quand toute la presse annonce son ralliement au P.S. ? Il faut redresser la barre.

L'expérience lamentable du « parti renouvelé » a eu au moins un mérite. Elle a montré par l'absurde aux militants de la gauche syndicale qu'il n'existe pas de voie moyenne entre le socialisme révolutionnaire pour l'autogestion et le réformisme : il faut choisir entre un parti réformiste qui n'existe que pour les élections et un parti révolutionnaire qui se donne pour tâche d'aider les travailleurs à prendre conscience dans les luttes de chaque jour des possibilités de l'autogestion socialiste. Tout ce qu'écrit l'appel des syndicalistes va dans le sens du second.

Dans la période qui s'ouvre, les échéances ne sont pas qu'électorales. En vain la bourgeoisie s'efforce d'anesthésier les masses populaires pour les empêcher de réagir. On peut s'attendre à d'importants mouvements sociaux. Dans quelle mesure suivront-ils l'exemple de Lip et de Péchiney ? Dans quelle mesure constitueront-ils une avancée décisive de la conscience ouvrière ? Dans quelle mesure prépareront-ils les travailleurs à exercer le pouvoir dans une conjoncture favorable — qu'elle soit électorale ou non ? La réponse ne dépend pas de la résurrection du parti social-démocrate et de son élargissement. Bien au contraire. Si les révolutionnaires s'engluaient dans la social-démocratie, on pourrait être certain que ces mouvements se cantonneraient dans le cadre de la stratégie réformiste.

Ils ne pourront ouvrir la voie au socialisme, dans une étape ultérieure,

- que si les révolutionnaires gardent leur autonomie ;

- que si le P.S.U. retrouve le dynamisme qui

a marqué profondément le mouvement ouvrier de Lip à Moulinex et à la Saviem, faisant progresser les idées de démocratie ouvrière, de contrôle ouvrier, de lutte antihiérarchique, de liaison des luttes ouvrières avec celles des paysans ou des femmes, d'autogestion socialiste...

- que si la dynamique unitaire avec le P.C.F. et la C.G.T., qui s'est réalisée pour les élections, se poursuit, s'amplifie, se traduit en action quotidienne dans les villes et les régions — par exemple pour la défense de l'emploi, le soutien aux travailleurs immigrés, la liberté de contraception, etc. :

- que si l'ensemble des forces qui œuvre effectivement pour l'autogestion socialiste

(parfois sans en employer le terme) se retrouvent dans l'action — des révolutionnaires à la gauche socialiste, des syndicats aux mouvements sociaux ;

- que si elles construisent ensemble le Mouvement pour l'autogestion socialiste, conformément aux décisions, jamais mises en application, du conseil national P.S.U. de novembre.

Telle est la seule voie du regroupement qui permettra de faire avancer la lutte révolutionnaire et conduira au pouvoir des travailleurs, objectif essentiel du Manifeste de Toulouse.

Yvan CRAIPEAU